



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

Journée internationale des femmes

La prison Leclerc : une mesure transitoire de près d'une décennie

Montréal, le 7 mars 2019 – Ce matin, la Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec (CASIFQ), dont sont membres le Centre des femmes de Laval, la Fédération des Femmes du Québec, la Ligue des Droits et Libertés et Stella, l'amie de Maimie, a rencontré des représentant-e-s des Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique et de la direction de l'Établissement de détention Leclerc de Laval concernant les conditions de détention des femmes dans cette prison.

« Nous ressortons peu rassurées de cette rencontre », déclare Lucie Lemonde, porte-parole de la Ligue des droits et libertés dans ce dossier.

Les représentant-e-s ont confirmé à la CASIFQ la volonté ministérielle de construire un nouvel établissement de détention pour femmes, adapté à leurs besoins. « Il est prévu que la construction de cette prison prenne entre 7 et 10 ans de démarches et en travaux de toutes sortes. Cela signifie que la solution censée être transitoire se prolonge et que les femmes vont continuer à être incarcérées dans cet établissement vétuste et inapproprié pendant de longues années », ajoute Mme Lemonde.

Concernant les préoccupations urgentes et actuelles concernant la violation des droits vécues par les femmes à l'heure actuelle, peu de réponses ont été obtenues sur les actions concrètes nécessaires pour y mettre fin. « Cela fait trois ans que nos organisations alertent les autorités compétentes sur l'inhumanité des conditions de détention de ces femmes et la violation de leurs droits fondamentaux. Concernant les fouilles à nu abusives, le recours illégal à l'isolement et la difficulté d'accès aux soins de santé, les réponses données demeurent évasives et insatisfaisantes au regard du droit à la dignité et à l'égalité des femmes incarcérées », déplore la porte-parole.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

-30-

Pour informations et entrevues :

Elisabeth Dupuis, Responsable des communications de la Ligue des droits et libertés
C : 514-715-7727